

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE CONSULTANT INDIVIDUEL

SPÉCIALISTE EN PASSATION DE MARCHÉS

Projet : Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau - Financement additionnel (ROGEAP)

Titre : **Spécialiste en passation de marchés**

Type de contrat : Contrat individuel

Lieu d'affectation : Abuja, Nigeria et/ou à domicile (selon les restrictions COVID-19)

Durée de l'affectation : 1 an renouvelable pour un total de 5 ans maximum

1. Contexte du projet

Le projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP) vise à accroître l'accès aux services d'électricité durables dans les quinze pays membres de la CEDEAO et dans quatre pays supplémentaires (à savoir le Cameroun, le Tchad, la Mauritanie et la République centrafricaine) pour les ménages, les entreprises et, dans certains cas, les établissements publics de santé et d'éducation dans le cadre d'un programme pilote.

Si l'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'accès à des services d'électricité fiables, ce déficit est plus prononcé dans la région de l'Afrique occidentale et centrale, en particulier dans des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Niger et la Sierra Leone. En outre, l'accès des ménages à l'électricité varie considérablement entre les zones urbaines et rurales. Sur une population de 406 millions de personnes dans les 19 pays du projet, on estime que 208 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, dont environ 70 % vivent dans des zones rurales. Sur la base de l'évaluation du marché hors réseau de 2018, le taux moyen d'électrification rurale se situait autour de 18 %, tandis que celui de huit pays - Burkina Faso, Tchad, RCA, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie et Niger - est inférieur à 5 %. L'amélioration de l'accès à l'énergie, en particulier pour les groupes marginalisés et défavorisés et les régions en retard, est essentielle pour parvenir à un développement durable et inclusif et réduire la pauvreté.

Les systèmes solaires autonomes représentent un marché potentiel important en Afrique occidentale et centrale. Actuellement, moins de 3 % de la région est desservie par des systèmes solaires autonomes, soit l'équivalent d'environ 5 millions de consommateurs. L'évaluation du marché réalisée en 2018 a identifié qu'environ 31 millions de ménages pourraient être électrifiés à l'aide de systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale. La valeur potentielle du marché solaire domestique est estimée à environ 6,6 milliards de dollars US. L'évaluation a

également identifié environ 800 000 établissements d'enseignement et de soins de santé qui pourraient être électrifiés avec des systèmes solaires autonomes, avec une estimation d'investissement de 1,5 milliard de dollars US. En outre, la part de la population rurale desservie par des sources d'énergie renouvelables décentralisées telles que les mini-réseaux et les systèmes autonomes devrait atteindre 22 % d'ici 2020 et 25 % d'ici 2030.

L'adoption des systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale se heurte à plusieurs obstacles du côté de l'offre. Ces obstacles découlent de l'impression que le marché de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est fragmenté, ce qui implique que de nombreux pays ont une population réduite et dispersée ; le manque de politiques et d'environnements réglementaires appropriés ; l'absence d'écosystèmes de soutien pour l'industrie solaire ; un accès limité au financement ; et le manque d'informations claires sur la demande et les segments de clientèle. En outre, la région n'a pas encore bénéficié de manière significative des technologies solaires photo voltaïques (PV) innovantes et des modèles commerciaux perturbateurs, tels que le système PAYGO (Pay-As-You-Go), par rapport à l'Afrique de l'Est.

La promotion de l'électrification à l'aide de systèmes solaires autonomes nécessite une approche régionale harmonisée. Il s'agit d'établir un écosystème favorable aux entreprises afin d'attirer les investissements du secteur privé pour fournir de l'électricité aux personnes non raccordées au réseau, y compris les ménages dirigés par des femmes, de manière décentralisée. Les projets financés par la Banque mondiale dans la région Afrique avec des composants solaires autonomes ont adopté une approche basée sur le marché, mise en œuvre par le secteur privé, pour fournir l'accès à l'électricité aux populations.

Le projet comporte deux composantes principales : **La composante 1** s'est concentrée sur le développement d'un marché régional en établissant un environnement commercial favorable et en fournissant un soutien au renforcement des capacités techniques et financières aux entrepreneurs solaires dans 19 pays du projet. **La composante 2** vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises de systèmes solaires autonomes par le biais d'une ligne de crédit et la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les CFI éligibles situés dans huit pays membres de l'UEMOA.

La CEDEAO sera l'agence d'exécution de la composante 1, tandis que la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sera l'agence d'exécution de la composante 2. A cet effet, une Unité d'Exécution du Projet (UEP) sera créée au sein de la Commission de la CEDEAO. En outre, le projet dispose d'un Secrétariat du Comité de Pilotage comprenant un personnel de la CEDEAO et de la BOAD.

La Commission de la CEDEAO recrute un spécialiste en passation de marchés pour le projet ROGEAP en tant que personnel de l'UEP.

2. Etendue de la mission et responsabilités

Le spécialiste de la passation de marchés appuiera l'UEP dans tous les aspects de la passation de marchés des fonds du programme en vue d'assurer un système de passation de marchés transparent

et efficace pour le projet. Il/elle sera responsable de l'achat des seuls articles qui ne sont pas achetés par le Gestionnaire de Fonds du Projet (PFM).

Le spécialiste de la passation de marchés rendra compte au Commissaire à l'Energie et aux Mines de la CEDEAO et veillera à ce que toutes les transactions de passation de marchés soient conformes aux règles de passation de marchés de la Banque mondiale pour les emprunteurs du FPI novembre 2020. Pour atteindre les objectifs fondamentaux de cette mission, le spécialiste de la passation de marchés élaborera un plan de passation de marchés pour garantir l'accomplissement des tâches énumérées ci-dessous d'une manière conforme aux règlements de passation de marchés.

3. Résultats et livrables attendus

Services de conseils sur la passation de marchés de biens et de travaux dans les domaines suivants :

- Préparation du plan de passation de marchés du projet pour les biens, les services intellectuels et les travaux dans le cadre de demandes d'offres, de demandes de propositions et de demandes de devis avec une approche de marchés à procédures ouvertes, nationales et restreintes.
- Se tenir au courant des conditions du marché, y compris les listes de sources, la disponibilité et la compétitivité des prix, et s'assurer que les coûts sont justes et raisonnables avant d'approuver tout achat.
- Soutenir l'équipe technique dans la préparation des spécifications techniques pour les biens et des termes de référence pour les services intellectuels - afin d'assurer la conformité avec les normes, les règlements et les procédures établis et de traiter les demandes conformément aux règles de passation des marchés de la Banque mondiale.
- Soutenir l'équipe technique dans la préparation des devis quantitatifs et des spécifications techniques pour les travaux afin d'assurer la conformité avec les normes, les règlements, les procédures et le traitement des demandes conformément aux règles de passation des marchés de la Banque mondiale.
- Préparer les demandes de sollicitation des soumissionnaires/fournisseurs par la rédaction de lettres et la publication d'avis d'appel d'offres.
- Préparer les documents d'appel d'offres conformément à la méthode pertinente d'acquisition de biens/travaux/services intellectuels.
- Coordonner la réception/l'ouverture des offres conformément aux procédures de la Banque mondiale.
- En collaboration avec le comité compétent constitué par le coordinateur du projet, procéder à l'évaluation détaillée des offres conformément aux critères établis dans le document d'appel d'offres.
- Préparer le rapport d'évaluation et le présenter aux autorités compétentes et à la Banque mondiale pour la "non-objection".
- Appui à la préparation des documents contractuels pour l'exécution entre le projet et les entrepreneurs ou les consultants.

- Soutenir le suivi de la mise en œuvre des contrats pour s'assurer que les conditions contractuelles convenues sont respectées.
- Veiller à ce qu'un système efficace de classement des marchés soit en place. Il/elle suit l'état d'avancement de chaque activité de passation de marchés - de la demande à la réception par le demandeur - en veillant à ce que les priorités soient respectées.

Services de conseils sur la passation de marchés de services

- Préparation des plans de travail du projet et du plan de passation des marchés de services dans le cadre du SBCQ, SBC, CQ, IC, etc.
- Soutenir l'équipe technique dans la préparation des termes de référence afin d'assurer la conformité avec les normes, règlements et procédures en vigueur et traiter les demandes conformément aux règles de passation des marchés de la Banque mondiale.
- Solliciter les consultants par le biais de la méthode de sélection pour les services intellectuels (y compris les EOI), en recherchant la non-objection de la Banque mondiale.
- Organiser une conférence pré-proposition si nécessaire
- Préparation de la demande de propositions pour l'absence d'objection de la Banque mondiale.
- Aider à l'évaluation des manifestations d'intérêt et établir une liste restreinte pour la non-objection de la Banque mondiale.
- Coordonner l'évaluation des propositions d'offres.
- Préparer le rapport d'évaluation et obtenir l'autorisation de la Banque mondiale pour la non-objection ; et fournir un soutien pendant toutes les négociations contractuelles.
- Contrôler la bonne exécution des contrats
- Aider à la constitution de la base de données des consultants
- Suivre l'état d'avancement de chaque activité de passation de marché - de la demande à la réception par le demandeur - en veillant à ce que les priorités soient respectées.

Services de conseils sur la supervision de la mise en œuvre

- Développer et discuter des solutions alternatives aux problèmes identifiés.
- Explorer la solution la plus viable et en discuter avec le PMF (UEP).
- Aider à l'application des mesures correctives convenues.
- Fournir une formation pratique à l'UEP sur les questions de mise en œuvre couvrant les achats, la rédaction de rapports, etc.
- Effectuer une revue post-mise en œuvre
- Participer à des réunions visant à améliorer la mise en œuvre du projet
- Toute autre responsabilité liée au projet, à la demande du coordinateur du projet.

Le spécialiste de la passation de marchés fournira un soutien et un renforcement des capacités à l'UEP pour s'assurer qu'ils peuvent préparer et soumettre un certain nombre de rapports, y compris le plan de passation de marchés.

En plus de toutes les soumissions que l'UEP, la CEDEAO, la Banque mondiale et d'autres parties prenantes pertinentes peuvent exiger, l'Expert en passation de marchés devra également soumettre au Comité de pilotage du projet les livrables suivants :

- Pour chaque année fiscale, un plan annuel de passation de marchés pour la mise en œuvre des activités du projet ;
- Un rapport mensuel sur les tâches effectuées, les résultats obtenus et le plan de travail du mois suivant, à soumettre le 15 du mois suivant ;
- Un rapport trimestriel sur la mise en œuvre des activités de passation de marchés.
- Rapport annuel sur la mise en œuvre des activités de passation de marchés : Le spécialiste de la passation de marchés doit préparer un rapport d'activité annuel consolidé couvrant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du présent cahier des charges ainsi que les domaines de faiblesse identifiés et les stratégies d'amélioration des activités de passation de marchés. Les rapports doivent fournir une évaluation brève mais complète des progrès réalisés en fin de mois. Des représentations tabulaires et graphiques des progrès physiques et financiers par rapport au programme de travail et aux prévisions de trésorerie, des photographies pertinentes et des détails sur les obstacles aux travaux et les propositions pour les surmonter. Le rapport sera évalué et apprécié par le coordinateur du projet.

Tous les rapports doivent être rédigés en anglais et présentés en version papier et électronique.

4. Qualification et expérience

Qualifications et expériences minimales requises :

- Un diplôme de Master/DESS ou équivalent BAC+5 en gestion, en ingénierie, en gestion de projet, en administration des affaires, en économie, en gestion de la chaîne d'approvisionnement, en approvisionnement, en logistique, en passation de marchés, en achats, en droit contractuel/commercial ou dans un ou plusieurs domaines directement liés.
- Un diplôme universitaire de premier niveau (licence) dans un domaine technique pertinent (comme indiqué ci-dessus) ou des formations spécialisées dans le domaine des achats, associés à un minimum de dix ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine des achats, des contrats, de l'administration et/ou d'autres domaines techniques connexes, peuvent tenir lieu de diplôme universitaire avancé (maîtrise).
- Le candidat doit avoir au moins 8 ans d'expérience dans la passation de marchés, avec une expérience pertinente d'au moins 5 ans dans la passation de marchés dans des projets assistés par la Banque mondiale ou dans un environnement similaire d'institutions multilatérales telles que la BAD, l'UE, la BIsD ou des organisations similaires.
- Il/elle doit avoir une expérience dans la préparation de documents d'appel d'offres pour des contrats importants.
- Il/elle doit avoir exercé des responsabilités similaires à celles énumérées ci-dessus.
- Une expérience préalable dans la gestion de projets énergétiques, le suivi et l'évaluation ainsi que la participation à une formation de la Banque mondiale sur la passation de marchés de biens, de travaux et de services de conseil sont considérés comme un avantage supplémentaire.

Autres compétences requises :

- Solides compétences en matière de planification, d'organisation et de gestion du temps et capacité à gérer des tâches multiples ;
- Fortes capacités d'analyse et compétences avérées pour traiter les questions de passation de marchés de manière innovante et indépendante.
- Capacité à être membre d'une équipe pluridisciplinaire, à fournir des conseils et à recommander des actions ;
- Compétence dans la préparation et la présentation de rapports, et
- Communication efficace en anglais oral et écrit.
- Solides compétences dans la suite d'applications MS Office, notamment Excel, Word, PowerPoint, Project, courrier électronique et programmes Internet.
- Capacité d'analyse critique et d'écoute
- Excellente capacité à préparer des rapports et des documents et à les défendre avec aisance
- Compétences en communication avec une capacité avérée à transmettre des informations de manière claire et concise
- Solides compétences organisationnelles avec la capacité de hiérarchiser la charge de travail, de gérer plusieurs tâches simultanément et d'avoir le souci du détail.
- Intégrité, objectivité et confidentialité démontrées.
- Exigences linguistiques : Maîtrise de l'anglais et du français à l'oral et à l'écrit. La connaissance d'une troisième autre langue officielle de la CEDEAO sera un avantage supplémentaire.

Les citoyens des Etats membres de la CEDEAO sont particulièrement encouragés à postuler à ce poste de consultant.

5. Durée et lieu des services

Le consultant sera initialement engagé pour un an. A l'expiration de cette période, sur la base de sa performance, il/elle pourra être engagé(e) pour un maximum de quatre années supplémentaires en fonction de la disponibilité des fonds. La prolongation de la durée des services fera l'objet d'un accord mutuel entre les parties.

Les services seront fournis au siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria, ou seront initialement basés à domicile en fonction des restrictions de COVID-19. Il est prévu que le consultant soit disponible à temps partiel.